

RUSSIE. — M. Vandervelde a accordé une interview aux représentants de la presse russe et a fait les déclarations suivantes :

« Nous sommes venus demander au peuple russe aide et soutien en faveur des travailleurs belges qui souffrent. Nous sommes partisans d'une paix sans annexion ni indemnité, mais cette formule a besoin d'être expliquée.

« Le 4 août 1914, le chancelier allemand disait que la Belgique recevrait des compensations pour les traitements injustes que lui avait fait subir l'Allemagne. Nous demandons que les Alliés contraignent l'Allemagne à exécuter la promesse de son chancelier. La conclusion de la paix sur la base du « *adlatu quo* » serait contraire aux principes de la liberté des peuples. La libération de l'Arménie, la restitution de Trentin italien à l'Italie, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, contre l'annexion de laquelle Karl Marx, Bebel et Liebknecht protestèrent vigoureusement, ne sont pas des annexions, mais des désannexions.

« Nous voulons une paix durable. Cette paix ne sera possible que lorsque le tsar de Berlin et le tsar de Vienne rentreront dans la vie privée comme le tsar de Petrograd ».

— A Moscou, M. Albert Thomas a prononcé un discours au comité des délégués ouvriers et soldats. Le président lui a répondu en ces termes :

« La France n'a pas besoin de s'inquiéter. Il ne saurait être question, de notre part, d'une paix séparée. Nous considérons comme outrageuse toute supposition de ce genre ».

— M. Korinsky, ministre de la Guerre, est parti pour la Finlande.